



Thinking Africa

NOTE DE RECHERCHE

LA GUINÉE ÉQUATORIALE ET SA DIASPORA : DYNAMIQUE D'UNE CRISE PERMANENTE

Par Darus Sidoine KEUNANG
Keunang3@gmail.com

Ph.D en histoire des relations internationales de l'université de Douala ; diplômé de l'institut des relations internationales du Cameroun option (Intégration régionale et management des institutions communautaires). Expert des questions de diaspora africaine, conflit et crises communautaires, intégration régionale africaine.

Institut de Recherche et Enseignement sur la Paix
www.thinkingafrica.org • contact@thinkingafrica.org

RESUME

Cette note tente d'analyser la place de la diaspora dans l'évolution politique du pays d'origine. Plus spécifiquement, il est question de dépasser les réflexions diaspora-développement du pays d'origine qui tendent pour la majorité à faire de la diaspora un acteur majeur de développement socio-économique du pays d'origine. Il s'agit ainsi d'aborder le lien entre la diaspora et le pays d'origine sous le prisme des crises et conflits. À travers le cas de la Guinée équatoriale, nous voulons scruter les raisons de l'immigration, la condition socio-politiques du l'immigré/refugié, et comment la diaspora qui en résulte est désormais un acteur transnational important de la scène internationale et peut mobiliser ses outils de puissance pour être un catalyseur des conflits dans le pays d'origine. En interrogeant la place de la diaspora dans les conflits et la tentative de coup d'État en Guinée Équatoriale en 2004, nous voulons attirer l'attention des décideurs sur la reconsidération du rôle de la diaspora et ses conséquences dans l'évolution politique du pays d'origine.

CONTEXTE

Cette note, avec une forte connotation historique s'insère dans un contexte mondial marqué par la « défrontisation » accéléré par l'hypermédia qu'est internet. Ce contexte est celui des fortes migrations, de la construction d'une diaspora digitale et surtout d'une forte paradiplomatie de la diaspora pour des causes identitaires (Cameroun avec la crise anglophone). Par ailleurs, avec la révolution dans les domaines du transport et télécommunications, la formation des diasporas s'est accélérée faisant d'elles un important acteur de la scène internationale dont il faut prendre en compte les intérêts.

IDEES MAJEURES

- La forte émigration des équato-guinéens vers l'Espagne en particulier est liée à la violente dictature des régimes Nguéma au pouvoir de 1968. C'est donc une diaspora essentiellement constituée d'exilés.
- La diaspora équato-guinéenne est faite en grande partie des personnes naturalisées, car la condition de réfugié est économiquement difficile à vivre.
- Les actions déstabilisatrices menées par la diaspora équato-guinéenne en Espagne sont en grande partie liées aux conditions de départ, et donc à la vengeance.
- La diaspora, en tant qu'acteur important des politiques publiques, peut être instrumentalisée par les pays de résidence pour la déstabilisation du pays d'origine, comme ce fut le cas en 2004 avec la tentative de coup d'État organisée par Severo Moto est des mercenaires occidentaux.

PROBLEMATIQUE

- Quel est le rôle de la diaspora dans le maintien de la paix en Guinée Équatoriale ?
- La diaspora équato-guinéenne est-elle un artisan de la paix ou catalyseur du conflit ?

MOTS CLES

Guinée Équatoriale, politique, répression, diaspora, conflit.

INTRODUCTION

La situation de la diaspora résulte d'une multiplicité de facteurs. Dans ce sillage, on peut citer les causes économiques, sociales,

l'atmosphère politique, la recherche de meilleures conditions de vie ou l'aventure. Mais dans l'ordre général, l'immigration peut être voulue ou forcée en fonction des conditions. Dans le cas d'immigration forcée, certaines situations sont plus contraignantes et conditionnent parfois les rapports entre l'immigré et son pays d'origine. C'est le cas des exilés politiques ou des réfugiés qui s'enfuient souvent sans destination précise. Une bonne partie de la diaspora africaine dont celle de la Guinée Équatoriale en particulier, est constituée de réfugiés politiques fuyant les régimes totalitaires qui se sont succédés à la tête du pays¹. Seulement, ces restrictions politiques entraînent automatiquement des dommages économiques. C'est dans cette veine que les régimes successifs de Macías Nguéma et d'Obiang Nguéma ont fait de nombreux réfugiés dans les pays voisins et une grande partie en Espagne, ancienne puissance colonisatrice. Si dans certains pays africains, les problèmes économiques, l'Apartheid, les guerres civiles ou internationales et les catastrophes naturelles ont été les causes essentielles, le problème de la Guinée Équatoriale réside au contraire dans les effets du colonialisme et la violation des droits de l'homme². Il convient ainsi de noter que chaque équato-guinéen qui réclamait l'indépendance du territoire était contraint à l'exil. Dans ce sillage, le comportement absolument répressif et paternaliste de l'Espagne obligea de nombreux citoyens qui dénonçaient les abus dans la Guinée espagnole à fuir vers les pays voisins³. Les régimes totalitaires de Macías et de son neveu Obiang ne furent qu'une continuité.

¹ M. Cruz Eya Nchama, « Les réfugiés de Guinée Équatoriale et la réflexion sur le problème général des réfugiés en Afrique », colloque international sur la protection des réfugiés tenu à Dakar du 12 au 16 décembre, p.2.

² Ibid, P.1.

Cependant, l'importance démographique et la qualité (intellectuelle et financière) des exilés ne devaient pas être sans conséquence pour le pays dans son évolution. Au sein de la diaspora, la lutte s'est structurée dans le champ politique et même à travers l'action militaire. On peut ainsi se demander quel est le rôle de la diaspora dans le maintien de la paix en Guinée Équatoriale ? En clair, la diaspora équato-guinéenne est-elle un artisan de la paix ou catalyseur du conflit ? Après avoir énoncé le cadre théorique, nous mettrons l'accent sur la construction d'une diaspora faite en grande partie d'exilés fuyant les régimes dictatoriaux successifs de Guinée (I), avant de scruter la réaction de cette diaspora face au régime en place et les conséquences sur le pays (II).

I- Formation de la diaspora équato-guinéenne post-moderne

La diaspora équato-guinéenne est installée majoritairement dans les pays voisins, à savoir le Cameroun et le Gabon, ainsi qu'en Espagne, ancienne puissance colonisatrice⁴. Pour un pays à grand potentiel économique comme la Guinée, les raisons de l'immigration massive sont davantage involontaires. Il s'agit de présenter premièrement les éléments théoriques d'analyse de la diaspora équato-guinéenne (A) avant de revenir sur les raisons politiques qui justifient le départ massif des équato-guinéens de leur pays (B)

A- La diaspora équato-guinéenne en Espagne : de l'exil au transnationalisme

³ Péliissier R., « Le mouvement nationaliste en Afrique espagnole », *Le Mois en Afrique*, Juillet 1966, pp76-77

⁴ Carrión-Mège Yamily, « La Dictature de Francisco Macías Nguéma en Guinée Équatoriale (1968-1979) », mémoire de master en histoire, Université d'Angers, juin 2013, P.26.

La diaspora équato-guinéenne en Espagne est pour l'essentiel constituée d'exilés qui ont échappé aux régimes répressifs successifs de Macías et Obiang Nguéma. S'inscrivant dans une communauté des exclus, elle a constitué des réseaux transnationaux pour défendre sa cause.

1- Diaspora et transnationalisme

Selon la philosophie libérale anglo-saxonne de John Locke à Adam Smith en passant par David Hume, John Dewey et John Rawls, la liberté individuelle reste une donnée fondamentale. Tous pensent que l'État ou toute autre forme d'organisation sociale ne devrait pas restreindre cette liberté. Ce paradigme s'est réellement imposé à partir des années soixante, consécutivement à l'emprise de l'économie sur toutes les activités humaines et singulièrement sur les relations internationales. Avec la disparition de l'URSS qui faisait obstacle à la domination du monde par le marché, certains acteurs économiques deviennent plus puissants qu'un bon nombre d'États⁵. Les firmes multinationales étendent leur espace d'action à toute la planète, transgressant les frontières, de même que la diaspora prend une place toujours plus importante dans les politiques publiques des États.

À l'origine de ce libéralisme moderne, se trouvent les travaux de Robert Keohane et Joseph Nye. Les deux estiment qu'au-delà des relations interétatiques, il faut prendre en considération les relations transnationales qui s'établissent entre les acteurs multiples des sociétés civiles, mais encore les conséquences du développement technologique des communications, toutes choses qui créent une interdépendance globale⁶. Il en ressort clairement que ce paradigme s'appuie sur les progrès réalisés dans les secteurs des transports et des télécommunications. Roseneau parle ainsi d'une « *gouvernance sans gouvernement* » qu'il imagine possible de fonder sur la connexion des réseaux transnationaux⁷. Le concept de *diaspora digital*⁸ s'insère dans cette évolution

Le transnationalisme transcende l'approche stato-centrée de la politique internationale pour faire intervenir des acteurs dérivés comme la diaspora. Il a pour point d'analyse fondamental l'individu pris individuellement ou en groupe. Pour des libéraux comme Keohane, Locke ou Moravcsik, l'individu se présente ici comme acteur des relations internationales par l'intermédiaire de l'État qui est son mandataire⁹. Ainsi, dans un contexte de mondialisation, les organisations internationales édictent des règles du permis

⁵ Gérard Dussouy, Les théories géopolitiques, *Traité de Relations internationales (I)*, collection pouvoirs comparés, Paris, l'Harmattan, P.53.

⁶ Robert Keohane et Joseph Nye, *Power and Interdependence. World Politics in Transition*, Boston, Toronto, Little, Brown and Company, 1977, repris par Gérard Dussouy, *Les théories géopolitiques...*, P.54.

⁷ James N. Rosenau, *Turbulence in World Politics. A Theory of Change and Continuity*, Princeton, Princeton University Press, 1990, P.55

⁸ Lire: Jenifer Brinkerhoff, *Digital diasporas : identity and transnational engagement*, Washinton, Cambridge University Press, 2009; Anna Everett, à travers *Digital diaspora, a race for cyberspace*, New York, State University of New York Press, 2009; Karim H. Karim, *The media of Diaspora*, Londres, Routledge, 2003;

Latha Varadarajan, *The media of diaspora, diaspora in international relations*, Oxford, Oxford University Press, 2010; Rainer Bauböck & Thomas Faist (Dir), *Diaspora and Transnationalism: Concepts, Theories and Methods*, Amsterdam, International Migration, Integration and Social Cohesion in Europe (IMISCOE) Amsterdam University Press; Georgiou, M. (2002), « Les diasporas en ligne: Une expérience concrète de transnationalisme », *Hommes et Migrations* N° 1240, Septembre-Octobre 2002

⁹ Sabine Saurugger, *Théories et concepts de l'intégration européenne*, Paris, Presses de sciences, 2009, P.96.

et du proscrit, les organisations non gouvernementales critiquent les États en exerçant sur eux des pressions pour le respect des droits de l'homme, de la démocratie et l'amélioration des politiques de développement ; les firmes multinationales, quant à elles, sont plus puissantes que certains États, surtout en Afrique, car elles disposent de réelles capacités de déstabiliser ceux-ci. Pendant ce temps, les groupes terroristes usent de la violence pour faire entendre leur idéologie et négocier d'égal à égal avec les États¹⁰. La diaspora à son tour a érigé de véritables réseaux transnationaux qui agissent sur les pays d'origine au travers des institutions internationales et les institutions du pays d'accueil. Mieux qu'une simple partie de la société civile installée hors du territoire, la diaspora dispose de réels atouts d'acteur de la scène internationale. Elle peut envenimer et participer à l'enlisement du conflit, au même titre qu'elle peut en être un instrument de sa gestion ou de sa résolution. Il convient de dire que la diaspora, et notamment la diaspora équatoguinéenne, par le biais de la coopération internationale et de son lobbying, s'est dotée d'importants éléments de puissance pour agir. Dès lors, elle pourrait influencer la politique extérieure du pays d'origine. À l'aune du numérique, la diaspora digitale équatoguinéenne profite de la « défrontisation » accélérée par internet pour s'insérer dans les processus politiques internes malgré la distance.

¹⁰ Maria Koinova, "Diasporas and International Politics: Utilizing the Universalistic Creed of Liberalism for Particularistic and Nationalist Purposes," *Warwick publications WRAP*, Chapitre 8 in Rainer Bauboeck and Thomas Faist (Dir) *Diasporas and Transnationalism. Concepts, Theories, and Methods*, Amsterdam: Amsterdam University Press, 2010, P.1.

¹¹ Lors du coup d'État de 1979 qui s'est soldé par la chute de Macías Nguéma, le Lieutenant-colonel, Obiang Nguema qui était chef militaire, se doutant de

2- Le flux des exilés équato-guinéens

Les actes sanguinaires de la famille Nguéma qui règne sur la Guinée Équatoriale depuis l'indépendance ont poussé des dizaines de milliers de citoyens à l'exil. Les principaux pays d'accueil des réfugiés équato-guinéens sous le règne de Macías Nguéma ont été le Gabon, le Cameroun et le Nigéria en Afrique, et l'Espagne en Europe du fait des liens historiques et de la proximité culturelle et linguistique entre les deux pays. Dès le départ, le Gabon, en raison du continuum culturel, de la proximité géographique et de sa prospérité économique a été la première destination pour les immigrants équato-guinéens¹¹. Ce fut également le cas pour le Cameroun dont les liens entre les peuples ne sont plus à démontrer. Pour ce qui est des statistiques sur le nombre de réfugiés/membres de la diaspora de Guinée Équatoriale, notamment en Espagne, nous nous sommes en grande partie appuyés sur une publication du HCR de 2001¹². En effet, selon cette publication, on estimait, à la fin de l'année 1972, que 30 000 Équato-guinéens se trouvaient au Gabon, 20 000 au Cameroun, 3 000 au Nigeria et 5 000 en Espagne et dans d'autres pays européens. D'après Gallon Giraldo, le Représentant Spécial pour la Guinée Équatoriale de la Commission des droits de l'homme des Nations unies, 10% des ressortissants équato-guinéens vivent en Espagne¹³. Il ressort des données de terrain collectées par Galon Giraldo que L'AREGE est la seule association

la réussite de l'opération se trouva obligé de protéger sa famille au Gabon jusqu'à la victoire finale. À ce propos, lire Alejandro Artucio, *The trial of Macías in Equatorial Guinea...*, 1979, P.9.

¹² Guinée Équatoriale : la situation des réfugiés et exilés en l'an 2001, UNHCR, Op.cit, pp.10-12.

¹³ Gallón Giraldo, G., Rapport sur la Guinée Équatoriale, Conseil économique et social des Nations unies, Commission des droits de l'homme, 57ème session, E/CN.4/2001/38, 16 janvier 2001.

de réfugiés de Guinée Équatoriale officiellement reconnue par l'État espagnol;

En Espagne, les allocations aux réfugiés semblaient assez maigres pour leur garantir des conditions de vie normales au regard du niveau de vie. Ainsi, les enfants des réfugiés rencontrent beaucoup de difficultés à poursuivre des études ou se soigner. C'est ce qui explique le fait que ces réfugiés sollicitent la nationalité espagnole, tremplin pour accéder aux aides de l'État espagnol, beaucoup plus substantielles, et de contourner ainsi les multiples obstacles de la société espagnole pour le développement digne et stable de l'immigré. Tout semble donc les inciter, malgré eux, à devenir des citoyens espagnols. C'est ce qui explique le fait qu'AREGE (Asociación de Refugiados de Guinea Ecuatorial en España), en 2001, ne comptait que 178 membres. Mais dans l'ordre général, on peut estimer à soixante-dix mille (70.000) la population équato-guinéenne vivant en Espagne, incluant tous ceux qui bénéficient de la double nationalité. Ces gens se reconnaissent avant tout citoyens de la Guinée Équatoriale et ne se considèrent comme espagnols que par la force des circonstances. Cette situation est à l'origine d'un double sentiment, notamment la honte et la vengeance. La honte est corrélative à l'image projetée par le pays d'origine sur la scène internationale, une image de dictature, d'insécurité, de souffrance et de peur. La vengeance quant à elle est le résultat de la torture, de la frustration de la privation des

libertés subies dans le pays d'origine avant l'exil.

B- Les raisons de la forte immigration des équato-guinéens : la dictature des régimes successifs de Malabo

Le népotisme, la chasse aux intellectuels, la complicité des grandes puissances et la dictature des régimes successifs dans le pays ont créé les conditions favorables à une forte émigration équato-guinéenne.

1- Le népotisme et la chasse aux intellectuels

Après avoir subi 30 ans de modèle franquiste, la Guinée Équatoriale accède à l'indépendance le 12 octobre 1968 sous la présidence de Macías Nguéma, premier président démocratiquement élu. Mais très vite, ce dernier s'est entouré de parents de son ethnie Esangui, de la région de Mongomo (les Esangui représentent 1 % de la population). Dans sa démarche, Macías s'est arrogé le titre honorifique de « Milagro Único »¹⁴ (l'unique miracle). Les membres de sa famille détenaient ainsi des postes stratégiques : Obiang Nguéma¹⁵; Ela Nseng, un neveu, commandant militaire du Rio Muni, directeur de la prison de Bata ; Oyono Ayingono, un neveu, titulaire de six ministères, directeur de la Sûreté, responsable de la mort du vice-président Bosio Dioco¹⁶. Même avec la chute de Macías le népotisme ne s'estompé pas, bien au contraire¹⁷. D'ailleurs, le conseil militaire suprême qui a été mis sur pieds après

¹⁴ Samuel Decalo, *Psychoses of Power: African Personal Dictatorships*, CO, USA, Westview Press Boulder, 1989, p.53.

¹⁵ C'est un neveu du chef de l'État. Il a été chef d'état-major, vice-ministre de la Défense, gouverneur militaire de Fernando Poo, directeur de la prison de la capitale où il supervisait personnellement la torture.

¹⁶ Jean François Bayart, extrait de l'entretien avec Max Liniger Goumaz par Bayart, chronique bibliographique, « les puissances moyennes et

l'Afrique », *Politique Africaine*, N° 10, Juin 1983, P.136.

¹⁷ D'après Max Liniger Goumaz, « La Guinée Équatoriale, L'enfer de la terreur nguemiste : scandales, convoitises, complicité », *Peuples noirs, peuples africains*, n°24, 1981, le néologisme « nguemisme » a été utilisé la première fois, par analogie avec « franquisme », par le secrétaire général du principal mouvement de résistance à la dictature des hommes de Mongomo, *l'Alianza Nacional de*

l'assassinat de Macías Nguéma était constitué de 80% d'Essangui, pendant que les postes-clés de l'administration sont à nouveau monopolisés par des Essangui¹⁸. De même, la Guinée Équatoriale est représentée aux Nations Unies par un autre parent du dictateur, Evuna Owono Asangono¹⁹.

Même après 30 ans de pouvoir, les gestionnaires familiaux restent innombrables²⁰. Le flux massif des Équato-guinéens dans les pays étrangers tel qu'on le connaît aujourd'hui, débute avec le régime de Francisco Macías Nguema, après l'accession du pays à l'indépendance. La répression sociale qui s'instaure à partir de ce moment, la délation poussée à l'extrême, les emprisonnements arbitraires, les assassinats politiques et les exécutions sommaires, les poursuites quasi-systématiques contre les intellectuels, les cadres, les membres de professions libérales et les privations de toutes libertés sont à mettre à l'actif des régimes nguémistes²¹. Ces assassinats ont fait de

Macías un des pires tyrans de l'Afrique moderne²². L'ampleur de ces massacres qui aurait fait plus de quatre-vingt mille victimes a amené certains à parler de « Auschwitz de l'Afrique »²³, et ce en référence au Auschwitz allemand²⁴.

Du fait de leur ouverture d'esprit, les intellectuels constituaient, pour le régime de Macías, une menace majeure. C'est pour quoi il s'est engagé dans une chasse aux intellectuels. Dans ce sillage, des écoles furent fermées, notamment l'école Martin Luther King qui formait les instituteurs et les administrateurs auxiliaires. Un décret le 18 mars 1975, bannissait même l'enseignement privée, taxée de subversive. Au congrès du PUN (Partido Unido Nacional), le parti devient PUNT²⁵, et Macías est proclamé président à vie²⁶. La « juventud in marcha con Macías » (jeunesse en marche avec Macías) et la police de sûreté constituaient le bras armé du parti, perpétrant arrestations et tortures.²⁷

Restauración Democrática (ANRD), le Prof. C.M. Eya Nchama, devant la Commission des Droits de l'Homme des Nations Unies, en 1978.

¹⁸ Ibid, P.138

¹⁹ Max Liniger Goumaz, « Connaitre la Guinée Équatoriale », *Peuples noirs, peuples africains*, N° 47, 1985, P.47.

²⁰ Au nombre de ceux-ci, on peut citer : Antonio Mba Nguema (demi-frère du président), ministre d'État en charge de la défense ; Armengol Ondo Nguema (frère cadet du président), délégué national à la présidence de la République et chef de la sécurité d'État ; Alberto Obiang Lima (fils du président), directeur de l'administration portuaire de Malabo ; Ruslan Obiang Nsue (fils du président), secrétaire d'État au ministère de la jeunesse et des sports ; Carmelo Obinag (fils du président), directeur adjoint de la sécurité nationale, Teodorin Nguema Obiang Mangue (fils du président), deuxième vice-président de la République, etc.

²¹ Guinée Équatoriale : la situation des réfugiés et exilés en l'an 2001, Op.cit, P.9.

²² Samuel Dcalo, *Psychoses of Power ... USA*, Westview Press Boulder, 1989, P.IX.

²³ Cynthia Caden, *Guinea Ecuatorial, El Auschwitz de África*, Collection *El Terror Rojo*, 2010, Disponible sur www.Guinea Ecuatorial, El Auschwitz de África, P.4.

²⁴ L'on fait ici allusion au « Camp de concentration d'Auschwitz » qui est le plus grand complexe concentrationnaire du Troisième Reich. Il était à la fois un camp de concentration et d'extermination. En cinq années, plus de 1,1 million d'hommes, de femmes et d'enfants meurent à Auschwitz, dont 90% immédiatement à la sortie des trains qui les y transportaient. 90% de ces personnes étaient juives. Ces victimes, de ce que les nazis appelèrent la « solution finale », furent assassinées dans les chambres à gaz ou parfois par arme à feu

²⁵ Le « T » ajouté au nom le transformant en PUNT selon Yemaly serait lié à un voyage en République Populaire du Congo où Macías cherchait désespérément un allié dans le conflit qui opposait son pays au Gabon. Il s'agissait également d'ajouter « travailleurs » au nom du parti pour entretenir l'image d'une nation puissante soutenue par l'Union Soviétique.

²⁶ Max Liniger Goumaz, *La Guinée Équatoriale, un pays méconnu*, Paris, France : L'Harmattan, 1979, cité par Carrion Yamily, « La Dictature de Francisco Macías Nguema... » op cit, P.9.

²⁷ Max Liniger-Goumaz, *Brève Histoire de la Guinée Équatoriale*, Paris, l'Harmattan, 1988, P.122.

Se faisant le meilleur élève du communisme, il poursuivait ses adversaires même à l'étranger. Au mépris de toutes règles de droit diplomatique et consulaire, Macías fit molester le personnel de l'ambassade du Nigeria sur la voie publique en octobre 1975.²⁸ Un des buts visés était de liquider tous les intellectuels qui constituaient une menace pour son régime. Par l'entremise de Obiang Nguéma alors ministre de la défense, Macías fit arrêter et exécuter José Nsué Angue, ministre de l'éducation avec ses collaborateurs. Il déclara d'ailleurs « *los intelectuales son el mayor problema que enfrenta África hoy* » (les intellectuels sont le problème majeur de l'Afrique aujourd'hui). Il interdit même l'utilisation du mot intellectuel dans son pays, lui qui s'est arrogé le titre de « gran maestro de educación popular, Ciencia y cultura tradicional »²⁹ (grand maître d'éducation populaire, et science et culture traditionnelle). Face à cette politique, outre les opposants la diaspora, une centaine de magistrats et hauts-fonctionnaires restés au pays ont rédigé une pétition adressée au président en décembre 1976, pour demander un changement de sa politique. Mais plusieurs d'entre eux furent arrêtés et liquidés, notamment des cadres du ministère de l'éducation³⁰. De même, parmi les douze ministres considérés comme des intellectuels du pays, dix ont été assassinés sous le règne

de Macías³¹. Par cette politique, Macías a poussé de nombreux intellectuels à l'exil.

2- La complicité des grandes puissances à l'aune de la dictature nguémiste

Après l'indépendance de la Guinée Équatoriale, l'Espagne n'avait pas tenu ses promesses de financer le budget de ce pays. Elle refusa d'aider son ex-colonie, à cause du combat qui existait entre les deux branches du capitalisme espagnol : le capitalisme transnational représenté par García Trevijano³², soutien de Macías Nguéma, contre le capitalisme national possédant des entreprises en Guinée Équatoriale, représenté par le puissant ministre Carrero Blanco³³. Le refus de l'Espagne de financer le budget équato-guinéen créa une série de crises entre les deux États. Le refus des entreprises espagnoles de financer le commerce intérieur de Malabo et l'affaire des drapeaux espagnols³⁴ provoquèrent le départ massif des Espagnols et la tentative de putsch de Ndongo Miyone en mars 1969. Abandonné par l'Espagne, la Guinée Équatoriale se tourna vers les pays de l'Est (Chine, URSS, Cuba et Corée du Nord). Les concurrents de Macías Nguéma étaient soutenus par l'Espagne. Macías Nguéma, craignant un Coup d'État fomenté par ses concurrents ou les réfugiés, fit abolir les libertés individuelles et collectives, proclama l'État d'exception et créa une

²⁸ Ibid, P.49.

²⁹ Cynthia Caden, *Guinea Ecuatorial, el Auschwitz de Africa África*, in Carrión-Mège Yamily, « La Dictature de Francisco Macías Nguema en Guinée Équatoriale... », 2013, P.7.

³⁰ Max Liniger Goumaz, « Connaitre la Guinée Équatoriale »,...,Op.cit, P.51.

³¹ Ibid, P.9.

³² José Antonio Garcia Trevijano est espagnol, originaire de Grenade et né à Valence. Lorsque la Guinée Équatoriale recherchait un conseiller économique pour la conférence constitutionnelle, il leur fut présenté par Gonzales Armijo. Il fut soupçonné

d'avoir financé la campagne électorale de Macías Nguéma. Il devint après l'indépendance, le grand conseiller et financier de Macías Nguéma.

³³ Pendant la conférence constitutionnelle de 1967-68, Carrero Blanco défendait Ondo Edu et Garcia défendaient Macías Nguéma. Mais à la suite des élections, c'est Macías qui prit le dessus sur Ondo Edu, d'où les mésententes entre l'Espagne et la Guinée Équatoriale.

³⁴ Ayant refusé de réduire le nombre de sites où l'Espagne avait hissé ses drapeaux, la Guinée Équatoriale a descendu le drapeau espagnol.

véritable machine de répression et de propagande³⁵.

Face à la dictature de Macías, que certains ont qualifié de cruelle, certaines puissances occidentales mirent fin à leurs relations diplomatiques avec la Guinée Équatoriale avec pour intention de l'isoler et de l'obliger de faire des concessions. Mais, la France et l'Espagne firent exception³⁶. La France en particulier est restée passive, peu attentive aux exactions, sinon complice des violations des droits de l'homme dont elle se prévaut le grand défenseur. Si le prétexte bien avoué était d'empêcher la Guinée Équatoriale de basculer dans le communisme de l'URSS en pleine guerre froide, il n'en demeure pas moins vrai que de juteux contrats entre le régime nguémiste et les entreprises françaises balisaient cet édifice criminel. La construction du palais présidentiel de Bata ou encore la construction d'infrastructures routière et portuaire valurent des contrats intéressants à la Société des Dragages, à Alstom et aux Chantiers de Bretagne³⁷. L'Espagne quant à elle, est même allée plus loin en procédant à la censure des informations venant de son ex-colonie entre 1971 et 1976³⁸. De même, les USA et l'URSS³⁹ n'ont pas fait mieux que d'être complices.

³⁵ Koufan Jean et Tchudjing Casimir, 2001, « Sur la voie de l'intégration sous-régionale en Afrique centrale : les facteurs d'adhésion de la Guinée Équatoriale à l'UDEAC » in Abwa Daniel, Essomba Joseph Marie, Njeuma Martin et Roncière Charles (De la) (dir.), *Dynamiques d'intégration régionale en Afrique centrale, Actes du colloque de Yaoundé*, 26-28 avril 2000, tome 1, Yaoundé, PUY, P.221.

³⁶ Max Liniger Goumaz, « La Guinée Équatoriale, L'enfer de la terreur nguémiste : scandales, convoitises, complicité », *Peuples noirs, peuples africains*, N°24, 1981, P.2

³⁷Ibid, P.5.

³⁸ Cette autocensure visait à occulter le mécontentement des coopérants installés sur place, préserver les intérêts économiques et empêcher toute réaction de l'opinion internationale.

³⁹ L'Angola a été un champ d'implémentation de la guerre froide qui se faisait par des acteurs interposés.

Après sa prise de pouvoir, Obiang fait allégeance à l'Espagne⁴⁰ et est célébré par l'Espagne avec un parfum reconquête. Surfant sur les antagonismes entre la France et l'Espagne sur des marchés⁴¹, Obiang en profite pour consolider son régime. Les principaux leaders de deux grands partis d'opposition, le PP (Partido del Progreso) et le FDR (Fuerza Demócrata Republicana) sont emprisonnés, pendant que d'autres sont contraints à l'exil. C'est le cas de Severo Moto Nsa et d'Andres Moinses Mba Ada. Pour jouir de la manne pétrolière, l'Espagne s'active ainsi à museler les opposants d'Obiang vivant en Espagne, ouvrant davantage un boulevard aux pratiques autoritaristes du président équato-guinéen. Bien que Macías fût un des plus grands dictateurs du XXe siècle au point que la comparaison ne pût se faire qu'avec des personnes au cynisme d'Adolf Hitler, la complicité des Occidentaux (Espagne ou USA) dans le coup d'État qui l'a renversé ne visait pas l'intérêt des équato-guinéens, mais plutôt la préservation des intérêts et positions occidentales dans ce pays très riche en ressources naturelles.

Sous le règne de Macías, la peine capitale a été intégrée pour punir toute offense au président de la république, notamment

Les soldats cubains qui combattaient pour le bloc communiste étaient alimentés en armes par l'URSS et la Guinée Équatoriale servait alors de base arrière pour le transit des armes. L'URSS ne pouvait donc se permettre de s'opposer aux exactions en Guinée Équatoriale, car elle risque de perdre ce territoire de transit.

⁴⁰ Joaquín Mbomio Bachen, « L'échec de l'Espagne en Guinée Équatoriale », *Association de la presse équatoriale guinea*, guinea-ecuatorial.net 30/08/2007, consulté le 17 octobre 2016.

⁴¹ Bien que la Guinée Équatoriale ait été colonisée par l'Espagne, la France contrôlait, grâce aux entreprises comme Dragages, Alstom ou encore les chantiers de Bretagne, le marché de construction des infrastructures au même titre qu'elle tirait parti des faramineux contrats pétroliers

toute tentative de le déposséder de son pouvoir, l'oppression, la sécession⁴². De la pendaison à la fusillade en passant par « El rombo »⁴³ ou encore la barre à mine plantée dans la tête de la victime. Face à ces crimes, Gomaz va jusqu'à assimiler Macías aux « monstres du Nord », c'est-à-dire « Adolf Hitler, Napoléon, Léopold II, ou Francisco Franco ; sans oublier ceux qui ont marqué le marxisme-léninisme »⁴⁴ qui ont semé la terreur sur la planète au XX^e siècle.

Comme sous le régime Macías, Obiang s'est entouré en grande partie de militaires. Ainsi, en 1981, au niveau de l'appareil judiciaire, le tribunal était essentiellement constitué de militaires qui occupaient aussi des fonctions ministérielles et même de secrétaires généraux des ministères. Pour un pays en proie à la privation des libertés individuelles, où se construisent les farces d'une réconciliation après une violente tuerie, la confiscation du système judiciaire semblait stratégique. Et Obiang l'a bien compris en érigeant un système judiciaire balisé par l'armée. Le procès de juin 1981 en a été une preuve⁴⁵. Dans le même sillage, les télécommunications étaient muselées par la police dans le but de confisquer l'information et éviter la diffusion

des idées venant des exilés. La moindre critique présumée au système peut être considérée comme une injure au Président de la République et donner lieu à de rudes représailles. Ce système autoritariste est conforté par l'appui qu'offrent les puissantes firmes multinationales (américaines et françaises) qui opèrent particulièrement dans le domaine du pétrole et du bois⁴⁶. Toute tentative d'association est systématiquement suspectée et donc muselée, car elle constitue une menace selon le régime. Les fréquents rapports de *Human Right Watch* et *Amnesty International*, au sujet de la Guinée Équatoriale, dénoncent le musellement de l'opposition, les arrestations arbitraires, etc.⁴⁷

Le caractère sultanesque du régime de Malabo se déploie à travers le culte adroit de la personnalité du leader et la totémisation symbolique du pouvoir. Le sultanisme⁴⁸ équato-guinéen, ancré autour de la famille, se décline autour de la trilogie répression-gratification-népotisme : la répression exercée sur les irréductibles, la gratification octroyée aux frotte-manches et la gestion familiale et éternitaire du pouvoir politique. Pourtant toutes les conjectures régressives, hypothèquent toute possibilité d'alternance du fait de la productivité du système clientéliste.

⁴² Alejandro Artucio, *The trial of Macias in Equatorial Guinea, the story of s dictatorship*, International commission of jurists and International University Exchange Fund, 1979, P.7.

⁴³ La méthode consiste à joindre les coudes de la victime sur le dos et ramener ses poignets sur sa poitrine jusqu'à ce que celui-ci décède.

⁴⁴ Max Liniger-Goumaz, *À l'aune de la Guinée Équatoriale*, Genève, Suisse: Éditions du Temps, 2003, p.204.

⁴⁵ Procureur général : Capitaine Seriche Bioco, ministre de la Santé depuis le 5 mars 1981 ; Avocat de la défense : Cap. C. Mansogo Nsi, secrétaire technique du ministère des Affaires étrangères (en remplacement d'un des accusés, V. Ondo Nsi) ; Juges : Cap. M. Ebandeng Nsomo, chef d'Etat major; Ss/lt de frégate P. Bee Ebang Efiri ; Conseiller juridique : M. Eloy Elo Nve Mbengono (de Mongomo) ; Secrétaire : Caporal

Ekong Awong, ministre adjoint des Finances et Commerce, chargé des Banques ; Juge d'instruction : Cdt J. Moro Mba, Cdt militaire de Bata, ex-chef des Jeunesses en marche avec Macias, ex-juge d'instruction ; Président du tribunal : Cdt E. Oyo Riqueza, 2e vice-président de la République, ministre du Travail, président du procès Macias Nguema, pour plus de détail, lire Max Liniger Goumaz, « La Guinée Équatoriale, l'enfer de la terreur nguémiste ... », P.10

⁴⁶ Guinée Équatoriale : la situation des réfugiés et exilés en l'an 2001, UNHCR, ... Op.cit, P.10.

⁴⁷ Quatre officiers de l'armée exécutés en août 2010 suite à une tentative de coup d'état en 2009, alors que la peine de mort est abolie par les lois du pays.

⁴⁸ Cette notion, conceptualisée par Max Weber, renvoie à un régime patrimonial caractérisé par l'arbitraire, l'absence d'autorité rationnelle et la gestion personnalisée du pouvoir par le leader.

Selon les conclusions de la mission d'observation de l'Union africaine aux élections législatives, sénatoriales et municipales du 26 mai 2013 : « le cadre légal de la République de Guinée Équatoriale ne garantit pas l'organisation des élections libres, transparentes et équitables tel que prescrit par la Charte africaine sur la démocratie, les élections et la gouvernance ». La conjugaison de ces facteurs politiques avec la déliquescence économique qui s'en est logiquement mêlée, ont poussé de nombreux équato-guinéens hors de leur pays.

II- L'action déstabilisatrice de la diaspora en Guinée Équatoriale et ses conséquences

La crise politique en Guinée Équatoriale met en lumière le lien indéniable entre les conditions d'immigration et l'action de retour des immigrés. Pour la Guinée Équatoriale en particulier, il s'agit des exilés dont le départ est dû aux frasques et tortures du régime et qui, par la suite, tentent de se faire justice. Il s'agit donc de présenter l'action de la diaspora équato-guinéenne à travers les partis politiques (A) et de mettre en exergue la tentative de coup d'État de 2004 organisée par la diaspora et ses conséquences sur la vie politique nationale (B).

A- Les luttes politiques de la diaspora contre le régime équato-guinéen

L'effet corrélatif induit par les raisons du départ est bien le désir de vengeance de la diaspora contre le régime « dictatorial » qui règne sur le pays. Pour y parvenir, elle articule ses stratégies autour des propagandes politiques dans les médias, principalement à

travers internet (2) et au travers des partis politiques locaux d'opposition (1)

1- Les partis politiques d'opposition : un relai efficace de l'action politique de la diaspora

L'action politique de la diaspora équato-guinéenne s'insère en grande partie dans une logique vindicative. Elle est moins le fruit d'un jeu démocratique que l'exaltation des frustrations qui ont motivé son départ. En cela, on peut observer que les partis politiques de la diaspora équato-guinéenne sont en majorité constitués d'exilés politiques. La diaspora espère bien utiliser ces partis comme arme de désintégration du régime d'Obiang. Et pour cela, le niveau de politisation de la diaspora, l'étroitesse des liens avec les acteurs politiques locaux, l'importance de ses moyens financiers et l'attention internationale du pays d'accueil sur la situation politique dans le pays d'origine sont nécessaires pour permettre à la diaspora de mener à bien des actions d'envergure dans le pays d'origine. C'est ainsi que depuis le début des années 1970, de nombreux partis se sont créés au sein de la diaspora équato-guinéenne, et plus particulièrement en Espagne. Parmi eux sont recensés l'ANRD (Alliance nationale pour la Restauration Démocratique), le principal parti politique ayant commencé l'opposition en exil sous le règne Macías Nguéma ou encore le Parti du Progrès de Guinée équatoriale (PPGE), créé en 1983 et enregistrant de nombreux adhérents, près de 30.000 selon son fondateur Severo Moto⁴⁹.

Postérieurement, de jeunes cadres, majoritairement issus des universités espagnoles, fondèrent de nouveaux partis, comme la CPDS dirigée par Placido Mico Abogo. « Malgré la faible ampleur de leurs

⁴⁹ Michael Pauron « Guinée équatoriale : l'opposant Severo Moto, empêcheur de tourner en rond », *jeune Afrique*, Avril 2015.

actions, de nombreux autres partis politiques comme CI, UDDS, APGE, USL, se sont formés dans la diaspora avec comme objectif commun renverser le régime d'Obiang qualifié d'autoritariste. De même, une nouvelle coalition politique, CEIBA, est aussi née en Espagne, formée par les partis politiques de l'ethnie minoritaire⁵⁰ et par des intellectuels indépendants (tel l'écrivain annobonais Juan Tomas Avila Laurel) qui militent pour un État Fédéral. Parmi les forces politiques d'opposition, on compte également le mouvement politique « MRD Guinée Équatoriale » (Mouvement pour la restauration démocratique) créé le 16 novembre 2011, présidé par Raimundo Ela Nsang, qui a pris la forme d'une association politique en France dont l'objectif est de lutter contre le régime en place à travers des moyens non violents. Pour donner plus d'efficacité à sa lutte, Raimundo Ela lance un appel aux opposants politiques équato-guinéens exilés en Europe, en Amérique et Afrique et fondent ensemble la CORED (Coalition d'Opposition pour la Restauration d'un État Démocratique) le 5 décembre 2013. Il en devient secrétaire exécutif. Le 24 Mai 2015, la CORED devient un parti politique baptisé Coalition Restauratrice de l'État Démocratique, et désigne Raimundo Ela comme leur Secrétaire Général.

⁵⁰ L'ethnie Bubi est considérée comme minoritaire en Guinée Équatoriale, et réclame l'équité des droits. Le peuple bubi se trouve essentiellement dans l'île de Bioko. Pour faire valoir ses droits, elle a créé des partis politiques dont l'un des plus importants est le mouvement pour l'auto-détermination de l'île de Bioko (MAIB).

⁵¹Après sa création, la CORED a publié un manifeste à travers lequel elle décline sa vision pour le Guinée Équatoriale. Pour légitimer son action en Espagne, en France et en Guinée Équatoriale, elle organise régulièrement des conférences, fait de la sensibilisation auprès des équato-guinéens de autant de la diaspora que de l'intérieur. Il en est de même du PP qui organise des propagandes, des meetings politiques pour mettre en

Tous ces partis politiques installés pour la plupart en Espagne disposent d'une représentation au niveau local en Guinée équatoriale et participent à la vie politique. Au niveau de la diaspora, les actions de ces partis politiques prennent la forme de manifestes, de conférences, de fora et de manifestations publiques⁵¹. Pour y parvenir, ils bénéficient parfois de multiples soutiens comme en témoigne le soutien du parti de José Maria Aznar dont a bénéficié le PPGE en exil.⁵². Dans cette même logique, le lien entre Severo Moto et le Parti Populaire Espagnol (PP) n'est pas nouveau. Il est bien avéré que Severo Moto a longtemps bénéficié des financements du Parti Populaire Espagnol pour ses ¹² années. Le gouvernement de José Maria Aznar a été d'ailleurs le seul à reconnaître officiellement le dénommé «gouvernement en exil» de Severo Moto⁵³.

2- Les médias : un moyen d'action politique de la diaspora équato-guinéenne

Comme la mouvance de la mondialisation numérique l'impose, la diaspora équato-guinéenne est très active sur internet qui s'impose à la fois comme moyen de communication et d'information. Internet est devenu un forum de débat ouvert sur la Guinée Équatoriale, un cadre de libre expression politique. C'est aussi le lieu idoine

en lumière le caractère autoritariste du régime de Guinée Équatoriale.

⁵² Les transactions financières entre Severo Moto et le gouvernement espagnol ont donné lieu à ce qu'il est convenu d'appeler en Espagne l'affaire Barcenas. En effet, Luis Bárcenas, ancien sénateur et, jusqu'en 2009, trésorier du Parti Populaire espagnol, se trouve accusé, entre autres choses, d'avoir géré une comptabilité parallèle de son parti. On l'accuse notamment d'avoir financé la campagne présidentielle de l'opposant équato-guinéen Severo Moto en 1993.

⁵³ Mark Blaise, *Reconstitution du complot international contre la Guinée-Équatoriale: Riche, trahi et oublié*, Paris, L'Harmattan, 2012, P.9.

pour partager ses opinions sans craindre une quelconque répression du régime réputé brutal qu'est celui de la Guinée Équatoriale. La diaspora équato-guinéenne tire véritablement profit d'internet : d'une part elle tisse des liens de proximité avec son pays d'origine et, d'autre part, elle intègre davantage le champ politique équato-guinéen tout en se construisant un auditoire de plus en plus nombreux et réceptif. Par ce canal, la diaspora a trouvé un champ fertile pour légitimer son action dans un pays qui, au-delà de la convoitise internationale sur ses richesses pétrolières, ne bénéficie pas d'une belle étiquette auprès des organismes internationaux en charge des droits de l'homme⁵⁴. En 2011, à la veille du Sommet de l'Union africaine à Malabo, *Amnesty* s'inquiétait de la détention arbitraire d'une centaine d'étudiants et d'opposants politiques⁵⁵. Nombre de citoyens craignent en effet d'afficher leur appartenance aux partis d'opposition par peur des représailles⁵⁶. Des arrestations arbitraires portent d'ailleurs régulièrement atteinte à l'expression de certaines libertés fondamentales, notamment la liberté de manifester et de se réunir⁵⁷. La diaspora quant à elle est loin de cette dure réalité et internet se présente comme cette plateforme permettant de rester chez soi en étant ailleurs. Son espace de communication transcende la souveraineté de l'État et ouvre le citoyen sur le monde et à tout autre mode de pensée. Les organes de presse les plus indépendants dont la version papier ne peut

être acceptée sur le territoire de la Guinée équatoriale sont consultés en ligne. C'est aussi le moyen efficace de rallier davantage d'adhérents pour les différents partis qui sont créés dans la diaspora et qui ont une représentation nationale. Afin que le mouvement de contestation ne se résume pas à une seule partie de la population, les sorties médiatiques des opposants en exil sont fréquentes et sont diffusées en Afrique et à travers le monde sur des chaînes de télévision, à la radio ou par des organes de presse. Si ces médias sont pour la plupart occidentaux, les médias africains ne sont pas en reste. En effet, Severo Moto ou encore Raimundo Ela Nsang, dont les passages à RFI, BBC, ou encore à Africa N°1 sont fréquents depuis plusieurs années, témoignent de cette détermination à se faire entendre⁵⁸. La CORED TV a d'ailleurs été créé pour les partis politiques de Guinée Équatoriale en exil. Cette télévision consacre un nombre important de ses émissions à la stratégie du changement dans le pays d'origine et surtout de la propagande contre le régime d'Obiang Nguéma. Cette exaltation médiatique face à un régime dont l'importante frange de l'opposition vit en exil témoigne aussi de la volonté des propagandistes de trouver des alliés extérieurs pouvant contribuer à la lutte.

B- La tentative de putsch en Guinée équatoriale par la diaspora

La tentative de putsch initiée par la diaspora équato-guinéenne et planifiée par des

⁵⁴ Les ONG *Human Right Watch* et *Amnesty international* dénoncent de manière récurrente les arrestations arbitraires et la poursuite systématique des opposants, en guise de mesures préventives destinées à museler toute opposition.

⁵⁵ « Multiplication des arrestations arbitraires à la veille du sommet de l'Union africaine », *Amnesty International*, 20 juin 2011.

⁵⁶ Rapport de la Mission d'observation électorale de l'Union Africaine : Guinée Équatoriale, mai 2013, p. 7

⁵⁷ « La Guinée équatoriale s'en prend à l'opposition à l'approche des élections », *Amnesty international*, 15 mai 2011.

⁵⁸ Le 29 janvier 2014, Raimundo Ela Nsang, représentant le CORED est l'invité de la radio Africa N°1 dans le cadre de l'émission « le grand débat ». C'est aussi le cas de l'intervention de Moto Nsa à Afrikipresse- Paris le 29 avril 2015 ou encore son interview à CORED TV à Paris le 16 juin 2016.

mercenaires occidentaux et africains a lieu le 7 mars 2004. Mais l'idée de ce coup est une construction dont on peut observer les signes prémonitoires depuis 2003. Il en est de même pour ses conséquences dont les séquelles perdurent plus d'une décennie après.

1- La préparation du coup et les acteurs en présence

En mars 2004, la Guinée Équatoriale échappe à un coup d'État que l'on a attribué à l'opposant en exil Severo Moto Ntsa et ses compatriotes dans la diaspora. L'opération, baptisée Wonga⁵⁹, dans sa stratégie était organisée par Simon Mann, un ancien officier des forces spéciales britanniques (SAS), et qui s'était entouré de multiples partenaires.

Depuis 2003, des signes prémonitoires laissaient entrevoir la construction d'un putsch contre la Guinée Équatoriale. Lorsque le 23 novembre 2003, le journal *The Economist* fait constater que la « Guinée Équatoriale extrait maintenant plus de pétrole *per capita* que l'Arabie Saoudite », on assiste en même temps à une ruée des grandes puissances occidentales vers le golfe de Guinée. Le commandement européen de l'armée américaine (US-EUCOM) s'engage de plus en plus dans le Golfe de Guinée⁶⁰. Pourtant malgré la compétition occidentale vers l'Afrique pour l'or noir qui est d'un intérêt stratégique⁶¹, les occidentaux s'accordent sur le fait que la Guinée Équatoriale est un « pays voyou ». En parallèle en Guinée Équatoriale, une forte tension règne sur le domaine pétrolier opposant la compagnie nationale GEPetrol, l'américaine Marathon et un groupe

de financiers amenés par la Deutsche Bank, une affaire qui serait manipulée par la société française *Stag*, représentant les intérêts de Hassan Hachim, conseiller d'Obiang⁶². Dans la même période se réunit à Valence en Espagne le gouvernement en exil créé par Severo Moto Ntsa « qui veut lutter contre le terrorisme d'État en Guinée Équatoriale ». Ce groupe montre son amertume face au refus de l'Espagne de « défendre la cause du peuple guinéen ». Selon le journal *El Confidencial*, ce gouvernement serait financé par les compagnies pétrolières américaines et un homme d'affaire espagnol⁶³. À partir de 2003, d'importants liens commencent à se nouer entre les financiers de la tentative de coup et le pentagone. En effet, Theresa Whelan, responsable des affaires africaines du pentagone rencontre le britannique Greg Wales, ami de Simon Mann (le sud-africain) à l'occasion d'une réunion du groupe des sociétés privées (International Peace Operation Association, IPOA) dont Whelan apprécie les interventions, car elles permettent d'éviter les décisions politiques laborieuses. En Décembre 2003, Mann aurait signé avec Nick Du Toit (qui dirige la société Triple Option Training) installé à Malabo, un accord de deux millions de dollars sur une affaire non spécifiée. En janvier 2004, une fois de plus, Mann et Du Toit ont un entretien à Johannesburg sur un projet dans le golfe de Guinée.

Pour la préparation et la mise en exécution de ce coup, de nombreux acteurs ont été mobilisés à la fois dans le financement,

⁵⁹ Wonga est le nom de baptême de la tentative de putsch organisée au sein de la diaspora équato-guinéenne en Espagne avec l'aide des mercenaires européens et africains et visant à destituer le régime Obiang afin de le faire remplacer par Severo Moto.

⁶⁰ Pierre Abramovici, « Activisme militaire de Washington en Afrique », *Le monde diplomatique*, juillet 2004, P.15.

⁶¹ Jean Christophe Sevant « Offensive diplomatique sur l'or noir », *Le monde diplomatique*, janvier 2003, P.19.

⁶² Max Liniger Goumaz, *La guinée Équatoriale convoitée et opprimée, aide-mémoire d'une démocratie*, 1968-2005, Paris l'Harmattan, 2005, P.264.

⁶³ ANO, « el golpe de Estado de Guinea Ecuatorial se planeo en España e Inglaterra y el opositor Severo Moto estaba detras », *El Confidencial*, Madrid, 24 mars 2004.

la planification, la logistique et les opérations sur le terrain. Au rang des pionniers de ce coup en termes d'initiatives, nous pouvons citer Severo Moto Nsa. Il est l'instigateur de cette tentative de putsch. Exilé en Espagne depuis le début des années 1980, cet équato-guinéen se présente comme un danger pour le régime d'Obiang tant sur la scène politique que sur l'aspect sécuritaire. Il vit à Madrid où il a formé un gouvernement avec lequel il veut prendre le pouvoir en Guinée Équatoriale. Il est le président du Parti du Progrès à travers lequel il mène la lutte et construit des alliances avec l'Espagne. Il est très lié à l'homme d'affaire Ely Calil par une vieille amitié. Outre Moto et son gouvernement, Simon Mann⁶⁴ se présente non seulement comme le cerveau dans la planification, mais également un des financiers du coup manqué de 2004. Ancien membre de *Executive Outcome* et officier des forces spéciales britanniques, il a pris part active au le conflit angolais au début des années 1990. Citoyen d'Afrique du Sud et d'origine britannique, il est un ancien élève du célèbre collège d'Eton. Il a en effet le profil de la mission dont il a été investi. Il a des relations très étroites avec plusieurs acteurs impliqués dans la tentative de coup, notamment Greg Wales, Nick du Toit, Marc Thatcher ou encore Ely Calil (libano-nigérian vivant en Grande Bretagne, ami de Greg Wales qui est très proche du pentagone et dont les entretiens avec Theresa Whelan en sont une preuve), grand ami de Severo Moto⁶⁵. Il est surnommé « Captain F » par ses amis. Un autre acteur actif, tout aussi important de par son appartenance sociale et son activité, Sir Marc Thatcher, fils de l'ancienne Première

Ministre britannique Margareth Thatcher. Homme d'affaire très investi dans le domaine pétrolier en Afrique et d'origine britannique, Thatcher est un grand ami de Mann et de Morgan et entretient de bonnes relations avec Greg Wales et Crause Steyl. Le goût prononcé de ces hommes pour le secteur pétrolier justifie sans doute leur acharnement à aider Severo Moto à renverser le régime d'Obiang. Mais à côté de ces financiers, la collaboration des trafiquants d'armes fut particulièrement importante. C'est ce rôle qu'a joué le sud-africain Nick Du Toit dans la tentative de coup. C'est un ancien membre des forces spéciales sud-africaines, grand trafiquant d'armes, ami et complice de Mann. C'est lui qui conduisit le premier groupe de mercenaires qui s'est introduit en Guinée Équatoriale afin de préparer le terrain. Toutes ces personnes étaient entourées de soldats sud-africains et namubiens dont plusieurs étaient intervenus dans le conflit angolais. Toutefois, il convient de signaler que d'importantes ramifications existent entre les acteurs de cette tentative de coup, y compris en Guinée Équatoriale, car Armengol Nguéma, frère cadet du président Obiang Nguéma est un partenaire de Nick Du Toit et est impliqué dans le Coup.

2- Wonga coup : trajectoire d'un putsch manqué orchestré par la diaspora

L'appareil intercepté à Harare transportait 64 mercenaires en plus de l'équipage. Ces hommes ont été accueillis par Mann, Lawrence Horn et Malani Moyo. Tous les 67 passagers et membres de l'équipage

⁶⁴ Simon Mann, *Cry havoc : when i st out to overthrow an African Tyrant, i knew i would either make billions or end up getting shot*, London, John Blake, 2011. Cet ouvrage permet d'en savoir mieux sur les actions menées par Mann en tant que mercenaire avant 2004,

sa biographie et sa vie pendant et après la tentative de coup de 2004 en Guinée équatoriale.

⁶⁵ Adam Robert, *The wonga coup : thugs and ruthles determination to create Mayhem in an oil-rich corner of Africa*, London, Profile Books, Edition révisée, 2009, P.6.

sont arrêtés à l'atterrissage. Ils ont été pour la plupart des membres du 32^e *Buffalo Bataillon* du *South Africa Defence Force*, une majorité noire des anciennes forces spéciales d'Afrique du Sud chargée de traquer et de torturer les *freedom fighters*. Les mercenaires arrêtés déclarent qu'ils se rendent en RDC pour protéger une mine de diamants. Ils ont dans leur cargaison 100 grenades, 80 bombes de mortier, 100 projectiles RPG-7 anti-tank avec 10 lanceurs, 20 mitraillettes légères, 61 fusils d'assaut AK-47 et 75 milles chargeurs de munitions avec une somme de 180 000 dollars. Cependant, Mann, le commandant en chef de cette colonne, a un profil qui ne peut l'épargner de tout soupçon. Il est en effet membre de l'ex *Royal Scots Guard*, il a été commandant des *British Spécial Air Services* (SAS), puis il a créé la compagnie de sécurité *Executive Outcomes* qui a été absorbée en 1998 par la *Sandline International* dont il est co-fondateur avec le lieutenant-colonel Tim Spicer⁶⁶. Du Toit, son complice, explique que le plan était de séquestrer Obiang et de le ramener en Espagne. Tout en réfutant cette affirmation, la presse Espagnole estime que ce coup aurait été monté de toute pièce par des services secrets français via le réseau Focard, l'enjeu restant le pétrole équato-guinéen. Mais pour cela, il fallait substituer à Obiang un homme proche des milieux pétroliers gaulois. La presse française à son tour mettait en cause la CIA et le *Centro Nacional de Intelligentsia*

espagnol⁶⁷. Les mercenaires détenus à Harare affirment qu'ils ont été engagés par le président du gouvernement en exil de Severo Moto Nsa⁶⁸. Pendant que l'Afrique du Sud demande à Malabo un procès équitable pour ses compatriotes impliqués dans le coup, du 27 au 28 avril, Obiang se rend à Harare pour tenter d'obtenir l'extradition vers la Guinée Équatoriale des mercenaires de la prison de Chikurubi; une demande *qu'Amnesty International* condamne avec la dernière énergie, car l'ONG dit connaître la cruauté du régime équato-guinéen. Certains estiment même qu'Obiang aurait versé d'importantes sommes pour l'extradition des mercenaires de Harare⁶⁹. Selon le procureur, et en référence au contrat, Mann aurait reçu 15 millions de dollars et ses hommes se seraient partagés 3 millions de dollars⁷⁰. Il rappelle ainsi son ambassadeur en Espagne pour manifester son mécontentement surtout face au refus de l'Espagne d'extrader Severo Moto. Le 28 juillet, Mann plaide coupable pour violation des lois sur la sécurité et tentative d'achat d'armes.

Le 25 août 2004, Marc Thatcher est placé en détention par les services secrets sud-africains (*Directorate Of special Operations*), mais relâché sous caution à 246 000 dollars USA, mais interdit de quitter l'Afrique du Sud⁷¹. Il finit par plaider coupable pour avoir acheté l'hélicoptère qui a servi au coup⁷². Dans son interrogatoire, Mann affirme que

⁶⁶ Au même titre que la *Executive Outcomes* a joué un rôle dans le conflit Angola en 1993 et en Sierra Leone en 1995, Sandline International s'est trouvé mêlé à une affaire de livraison d'armes à la Sierra Leone en violation d'un embargo des Nations unies.

⁶⁷ Max Liniger Goumaz, *La guinée Équatoriale convoitée et opprimée...*, P.270.

⁶⁸ En exil en Espagne depuis le début des années 1980, Severo Moto est un pourfendeur du régime Obiang qu'il compte renverser à travers son parti politique, le Parti du Progrès de Guinée Équatoriale. Il a d'ailleurs formé un gouvernement en exil en Espagne qu'il qui selon son espérance devrait remplacer celui d'Obiang.

⁶⁹ Selon Severo Moto et ses partisans, Obiang aurait versé 10 millions à l'Afrique du Sud et au Zimbabwe pour obtenir l'extradition des mercenaires. Selon le journal *The Independant* de Harare du 29 avril 2004, Obiang aurait cédé 8.4 millions de rands de pétrole en échange de l'extradition des prisonniers de Harare.

⁷⁰ Max Liniger Goumaz, *La guinée Équatoriale convoitée et opprimée...*, P.282

⁷¹ P. DIAZ, « El hijo de Margareth Thatcher acusado de financiar un golpe en Guinea Ecuatorial », *El país*, 26 août 2004, P.6.

⁷² Cette Wonga list contient les noms et leurs apports financiers dans la préparation du coup. Il s'agit de Eli Calil (750 mille dollars) Karim Fallala, (libanais, 500

Moto Nsa aurait eu trois entretiens avec le premier ministre espagnol José Maria Aznar qui lui aurait fait la promesse de l'envoi de 3000 gardes civiles une fois au pouvoir. Il relate que d'après la planification, Moto devrait donc juste arriver une trentaine de minutes après le coup et alerter ses alliés au sein l'armée. Et pour ces services, Severo Moto aurait déboursé environ 18 millions d'Euro. Cette somme à elle seule est la preuve d'un important soutien extérieur, dont les membres sont énumérés dans la *wonga list*⁷³.

Cette tentative de coup a pour conséquence non seulement d'accentuer la profondeur du fossé entre la Guinée Équatoriale, déjà très faible par sa population, et sa diaspora, mais aussi d'aiguiser les craintes du régime qui met tout en œuvre pour écarter la diaspora du champ politique. Eu égard à cette situation, Obiang multiplie ses détracteurs, y compris les organismes internationaux qui ne cessent de le taxer de dictateur. À l'ère de la mondialisation néolibérale où la diaspora s'inscrit dans une mobilité géoéconomique, la Guinée Équatoriale se trouve dépossédé d'une importante ressource que la majeure partie des pays du monde⁷⁴, y compris les plus développés, tentent de capitaliser. Ainsi, elle ne peut pas véritablement bénéficier des programmes élaborés par les OI et même de l'Union africaine visant à faire participer la diaspora au processus de développement en Afrique. Pour un pays grand producteur de pétrole et donc convoité par les grandes puissances, la guinée se trouve de plus en plus

exposée, car sa diaspora est un instrument facilement manipulable pour les chercheurs d'or noir que sont les grandes puissances.

Au-delà de la convoitise des grandes puissances et leur désir de contrôler les richesses africaines, la tentative de coup contre le régime orchestré par la diaspora et financée par des mercenaires occidentaux traduit la crise entre la Guinée Équatoriale et sa diaspora depuis l'indépendance en 1968. En effet, la tentative de putsch de 2004 est bien le résultat des dérives sultanesques des régimes successifs qui ont pris possession du pays. Les frasques du premier régime en particulier ont poussé de nombreux équato-guinéens à l'exil, et en particulier des intellectuels. L'édifice politique très fragilisé, articulé autour du père de la nation et son parti unique le PUNT a mis fin à toute contestation politique dans le pays. L'arrivée du multipartisme sous le second régime n'a pas fondamentalement changé la donne. Les résultats des élections présidentielles, frisant l'épopée stalinienne, sont loin de traduire l'engouement du peuple autour de son président, mais plutôt le reflet d'une opposition inexistante car muselée et vivant en exil. L'action politique infructueuse a poussé à un revirement de force avec l'aide des occidentaux. Le coup d'État manqué de 2004 traduit juste le caractère exécration des relations entre la Guinée Équatoriale et sa diaspora et les intentions de celle-ci à imposer l'ordre par la force. Très avertie sur les intentions des mercenaires qui veulent la

mille dollars), Gary Hershman (UK, 500 mille dollars), Greg Wales (UK 500 mille dollars), J.H Archner (UK 135 mille dollars) et le sud-africain David Tremain dont le montant n'a pas été précisé. Lire, Kim Sengupta, « les dessous d'un coup d'État raté. Mauvais thriller à Malabo », *The Independent* Londres, www.independant.co.uk, P.2.

⁷³ Pallister, « Wonga list reveals alleged backers of coup », *The guardian*, Londres, 19 septembre 2004, P.7.

⁷⁴ Allusion est ici faite des pays comme la chine, l'Inde ou encore Israël dont l'importante diaspora constitue non seulement un important de levier de développement économique, mais aussi et surtout un instrument de projection de la puissance et donc politique étrangère.

porter au pouvoir, cette diaspora s'apparente davantage à un acteur transnational mû par ses intérêts, plutôt qu'à des hommes politiques nationaux installés à l'étranger. Se faisant, une grande partie de la diaspora équato-guinéenne se présente comme un instrument de projection de la puissance pour les acteurs internationaux ayant des intérêts à faire valoir en Afrique. Elle fait abstraction de tout effort de développement fourni par le régime d'Obiang. Pourtant, malgré des abus non discutables, Obiang Nguéma, depuis plus d'une décennie a revêtu le manteau de bâtisseur et panafricaniste. Son discours et ses actes sur la scène africaine ont le mérite de traduire un caractère indépendantiste. En témoignent ces phrases prononcées lors des discours et interviews : « Notre pays a été l'unique nation à élever la voix contre les pays qui ont agressé la Libye et attaqué Kadhafi », « les présidents africains ne doivent plus avoir peur de l'Occident », « j'ai proposé la création de la cour pénale africaine »⁷⁵. Du fait de son activisme sur les questions africaines, le président Obiang a d'ailleurs été honoré du troisième prix⁷⁶ du Forum de la renaissance africaine (FORA), une initiative des Africains de la diaspora, le 11 novembre 2014. Son mécénat⁷⁷, la convocation de la conférence sur Ebola en juillet 2015 ou encore le sauvetage dans l'organisation de la CAN 2015⁷⁸ après que le Maroc ait désisté à quelques semaines seulement du début de la compétition sont des gestes forts qui ne sauraient laisser les africains indifférents, la diaspora y compris.

⁷⁵ Obiang Nguema, interview accordée à Frédéric Boungou et Alain Njipou à Sipopo en octobre 2013.

⁷⁶ Le président sénégalais Abdoulaye Wade avait eu le premier prix en 2010 et le président tchadien, Idriss Deby, le second, en 2013.

⁷⁷ N. Bourclier, « Theodoro Obiang Nguema, mécène du carnaval de Rio », *Le Monde* du 13 février 2015, www.lemonde.fr/amerique/article/2015/02/13/teodoro-par-ailleurs, plusieurs médias, à vocation panafricaine (notamment les chaînes de télévision *Afrique média* et

Afrique 24), ont bénéficié des dons gracieux du président équato-guinéen.

⁷⁸ Par peur de la propagation de l'épidémie Ebola sur son territoire, le Maroc avait renoncé à quelques semaines du début de la compétition d'accueillir la CAN. Et le Qatar s'était proposé d'accueillir la compétition, un véritable acte d'outrage à la diplomatie africaine. C'est ainsi que le président Obiang s'est donné pour défi d'organiser cette compétition en deux semaines et ce fut une réussite.

REFERENCE BIBLIOGRAPHIQUE

- Abwa Daniel, & al (dir.), *Dynamiques d'intégration régionale en Afrique centrale, Actes du colloque de Yaoundé*, 26-28 avril 2000, tome 1, Yaoundé, PUY, 2001.
- Adam Robert, *The wonga coup: thugs and ruthless determination to create Mayhem in an oil-rich corner of Africa*, London, Profile Books, Edition révisée, 2009.
- Brinkerhoff Jenifer, *Digital Diasporas: identity and transnational engagement*, Washington, Cambridge University Press, 2009.
- Everett Anna, *Digital diaspora, a race for cyberspace*, New York, State University of New York Press, 2009.
- Karim H. Karim, *The media of Diaspora*, Londres, Routledge, 2003.
- Liniger Goumaz Max, *La guinée Équatoriale convoitée et opprimée, aide-mémoire d'une démocratie, 1968-2005*, Paris l'Harmattan, 2005.
- Liniger-Goumaz Max, *À l'aune de la Guinée Équatoriale*, Genève, Suisse: Éditions du Temps, 2003.
- Liniger-Goumaz, Max *Brève Histoire de la Guinée Équatoriale*, Paris, l'Harmattan, 1988.
- Mann Simon, *Cry havoc: when it's out to overthrow an African Tyrant, i knew i would either make billions or end up getting shot*, London, John Blake, 2011
- Blaisse Mark, *Reconstitution du complot international contre la Guinée-Équatoriale: Riche, trahi et oublié*, Paris, L'Harmattan, 2012.
- Varadarajan Latha, *The media of diaspora, diaspora in international relations*, Oxford, Oxford University Press, 2010.
- Abramovici Pierre, « Activisme militaire de Washington en Afrique », *Le monde diplomatique*, juillet 2004.
- Bourcier, « Theodoro Obiang Nguema, mécène du carnaval de Rio », *Le Monde* du 13 février 2015, www.lemonde.fr/amerique/article/2015/02/13/teodoro
- Diaz, « El hijo de Margareth Thatcher acusado de financiar un golpe en Guinea Ecuatorial », *El país*, 26 août 2004.
- Georgiou, « Les diasporas en ligne: Une expérience concrète de transnationalisme », *Hommes et Migrations* N° 1240, Septembre-Octobre 2002.
- Giraldo Gallón, Rapport sur la Guinée Équatoriale, Conseil économique et social des Nations unies, Commission des droits de l'homme, 57ème session, E/CN.4/2001/38, 16 janvier 2001.
- Koufan Jean et Tchudjing Casimir, « Sur la voie de l'intégration sous-régionale en Afrique centrale : les facteurs d'adhésion de la Guinée Équatoriale à l'UDEAC » in Abwa Daniel, Essomba Joseph Marie, Njeuma Martin et Roncière Charles (dir.), *Dynamiques d'intégration régionale en Afrique centrale, Actes du colloque de Yaoundé*, 26-28 avril 2000, tome 1, Yaoundé, PUY, 2001.
- Liniger Goumaz Max, « Connaitre la Guinée Équatoriale », *Peuples noirs, peuples africains*, N° 47, 1985.
- Liniger Goumaz Max, « La Guinée Équatoriale, l'enfer de la terreur nguemiste : scandales, convoitises, complicité », *Peuples noirs, peuples africains*, n°24, 1981.
- Koinova Maria, "Diasporas and International Politics: Utilizing the Universalistic Creed of Liberalism for Particularistic and Nationalist Purposes," *Warwickpublications WRAP*, Chapitre 8 in Rainer Bauboeck and Thomas FAIST (Dir)

Diasporas and Transnationalism. Concepts, Theories, and Methods, Amsterdam: Amsterdam University Press, 2010.

Pallister, « Wonga list reveals alleged backers of coup », *The guardian*, Londres, 19 septembre 2004.

Paaron Michael « Guinée équatoriale : l'opposant Severo Moto, empêqueur de tourner en rond », *jeune Afrique*, Avril 2015.

Pélissier René, « Le mouvement nationaliste en Afrique espagnole », *Le Mois en Afrique*, Juillet 1966.

Sengupta Kim, « les dessous d'un coup d'État raté. Mauvais thriller à Malabo », *The Independent* Londres, www.independant.co.uk. 2005.